



Fédérations
des chasseurs
Midi-Pyrénées



HIVERNALES du Réseau des Fédérations des Chasseurs de Midi-Pyrénées

28 mars 2014
Atelier n° 2

ECHANGE LIBRE ENTRE FDC

« Mise en œuvre de la réforme de la
procédure d'indemnisation des dégâts de
gibier »





Fédérations
des chasseurs
Midi-Pyrénées



1- Intervention / Retour d'expérience : (20 min présentation + 20 min échanges)

Remise en état des prairies : Prairies mécanisables et non mécanisable - quelles évolutions données depuis 6 ans (présentation faite aux Hivernales de Nailloux)

Intervenant Joseph PRADET, vice président FDC 65, en charge du dossier dégâts.



2- Autres questions à aborder : (environ 80 min d'échanges)

- ⇒ Quelles mesures de gestion prises par les FDC pour diminuer les dégâts (notamment céréales et maïs), quels résultats ?
- ⇒ Quelles mesures financières prises par les FDC pour l'équilibre du compte dégâts, quels résultats ?
- ⇒ Procédure d'indemnisation des dossiers de cultures sous contrat (Cultures semence, pop-corn.....) (notamment départements 31, 32 et 82 concernés)?
- ⇒ La règle en matière d'indemnisation des maïs semences : les différentes catégories indemnisées par les FDC ?
- ⇒ Critères existants de distinction des prairies dans le cadre du nouveau décret d'indemnisation des dégâts ?
- ⇒ Quelle méthode d'indemnisation des cultures spécialisées et déduction des frais de récolte ?
- ⇒ Utilisation envisagée de la communication commune APCA/FNC/FNSEA/JA ?
- ⇒ Projet (à l'initiative du réseau cynégétique) d'une mesure régionale d'aide à la protection des cultures dans le cadre du Fond Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER 2014/2020), quel intérêt ? quel cahier des charges ?
- ⇒ **répulsif sur les semences non autorisé / problème d'homologation???**



Il y a deux approches possibles :

- L'une consiste à se baser sur des critères objectifs de situation topographiques, d'humidité, d'exposition, de profondeur de sol, ..., et de bâtir une typologie en mixant les différents critères. L'avantage c'est qu'elle simplifiera le boulot de l'estimateur sur le terrain, mais risque de poser plus de problèmes lors de la détermination du rendement moyen par type par la CDCFS.
- L'autre consiste à partir sur des potentiels de production (type « bon », « moyen », « faible ») et de laisser l'estimateur se débrouiller avec cela en lui donnant également la possibilité de moduler chaque classe de potentiel en fonction des pratiques culturales constatées dans la parcelle (- = +). C'est ensuite à la Commission que l'on décide de définir pour chaque modulation un pourcentage fixe en plus ou en moins par rapport au rendement moyen du type. C'est peut être plus difficile pour l'estimateur, mais il garde une capacité d'adaptation, en revanche c'est plus simple en CDCFS.

Dans un cas comme dans l'autre, il faut absolument créer dans la typologie une classe pour les parcelles délaissées ou non entretenues. En effet, le rendement moyen ne pourra pas atteindre celui de prairies régulièrement entretenues.

Enfin, lorsque la CDCFS fixe les rendements moyens par type, il faut sans doute distinguer deux rendements moyens pour chaque type :

- Celui qui correspond aux parcelles qui ont été remises en état ; c'est un différentiel de rendement en réalité, car la remise en état a bien pour objectif de diminuer la perte de récolte future
- Celui qui correspond aux parcelles qui n'ont pas été remise en état et dans lesquelles il n'y a pas eu de compensation en réalité. C'est le rendement moyen du type de prairie.

Réponse Benoît GUIBERT - FNC

A propos des maïs semences



En réalité dans ce genre de dossiers, il faut d'abord se procurer le contrat et bien regarder au sein du contrat les éléments constitutifs de la rémunération de l'agriculteur.

- Une partie de la rémunération peut être indexée sur la production réelle de la parcelle sous contrat. Dans ce cas, l'indemnisation sera fonction de la quantité détruite, et sera indemnisée sur la base du prix de rémunération de cette quantité produite.
- Une partie de la rémunération est due à l'exploitant, quelle que soit la production. Dans ce cas, qu'il y ai ou non destruction par le gibier, l'exploitant touche sa part fixe de rémunération. Il n'y a donc pas lieu de l'indemniser. Le problème dans ces situations vient souvent du fait que le semencier diminue la surface du contrat de la surface des dégâts trouvée par l'estimateur. S'il y a alors un manque à gagner pour l'exploitant, il doit lui être indemnisé, non pas sur la base des quantités détruite, mais sur celle de la surface détruite.

Attention à bien regarder les contrats qui mentionnent parfois que l'exploitant de se prémunir du risque des dégâts de gibier. Si tel est le cas, et qu'il n'a pas installé de protection, l'exploitant a alors une part de responsabilité dans la survenue et l'importance des dégâts. Il est dès lors totalement justifié de lui appliquer une réduction, en respectant un principe de progressivité attendu par la Commission Nationale d'Indemnisation.

Réponse Benoît GUIBERT - FNC

A propos des cultures spécialisées et des frais de récolte



Je comprends dans la question en réalité celle de la fixation du barème d'indemnisation à retenir. L'évaluation de la quantité détruite relève du travail de l'estimateur et il y a presque autant de méthode que de type de culture. En revanche pour la fixation du barème d'indemnisation, on a souvent tendance à prendre comme référence les mercuriales de cotation des marchés de gros. A cette fin les données du site www.snm.agriculture.gouv.fr sont particulièrement précieuses. Toutefois ces cotations ne correspondent pas au barème d'indemnisation, car les denrées étant détruites, l'exploitant n'a pas à supporter les frais de récolte ou d'arrachage, de conservation, de présentation, de conditionnement, de transport et de mise en marché. Tous ces frais doivent donc être déduits de la cotation du marché de gros. C'est ce que l'on nomme plus généralement sous le terme un peu rapide de « frais non engagés ». Classiquement, on admet en Commission Nationale d'Indemnisation que ces frais correspondent, selon les cultures (récolte manuelle ou pas, tri important ou pas, ...), entre 30 et 50 % des cours de cotations. Ils doivent donc être déduits pour fixer le barème d'indemnisation en CDCFS.

Fiche Mesure FEADER - Article 19 - Reconstitution du potentiel de production agricole endommagé par des catastrophes naturelles et des événements catastrophiques et mise en place de mesures de prévention appropriées

Compte tenu des enjeux que représente en Midi-Pyrénées la gestion des dégâts de gibier (indemnisation aujourd'hui totalement assumée par les cotisations cynégétiques pour les dégâts de grand gibier et par les fonds d'assurances contractualisée par les sociétés), au regard de la pyramide des âges des chasseurs -pratiquants, de la dynamique de certaines population de gibier (ongulés, palombes ...), de l'extension de zones urbanisées complexifiant la pratique d'une chasse sécurisée et efficace il nous paraît indispensable que soit prévu pour répondre aux attentes des exploitants agricoles une mesure 19.2 dont la formulation pourrait être la suivante :

Mesure 19.2 – aide aux investissements de protection contre les dégâts d'espèces non protégées.

La déclinaison de cette mesure doit faire l'objet d'un consensus entre les services de l'Etat, la Chambre d'Agriculture Régionale et la Fédération Régionale des Chasseurs pour cadrer les conditions nécessaires et préalables au versement d'une subvention d'aide à l'investissement sur du matériel permettant d'y répondre, ainsi que du cahier des charges de pause et d'entretien.

20/12/2013 – info donnée au Bureau de la Chambre d'Agriculture Régionale





06/02/2014 – intervention auprès du Préfet de Région

Le règlement européen prévoit dorénavant (adopté en novembre 2013 – comm de Véronique MATHIEU) explicitement la gestion durable des ressources cynégétiques comme éligible à des fonds FEADER.

Les documents régionaux de programmation auxquels nous avons pu accéder, ne font pas apparaître la thématique du maintien de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique pour le développement agricole et forestier.

Or les FDC de Midi-Pyrénées investissent des moyens importants (environ 150 000 € par an) dans la protection des cultures.

A minima cette masse financière dont les bénéficiaires directs sont les agriculteurs pourrait avoir un effet levier sur les fonds européens (secteurs de cultures à valeur ajoutée, conditions d'attribution et matériel dont nouveaux matériels innovants, à déterminer).

24/04/2014 – RDV programmé avec Vincent LABARTHE Vice Président Région MP

